

## Rapport de responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE)

L'année 2014 marque, pour le Groupe Bpifrance et pour Bpifrance Financement, des avancées importantes dans l'intégration des enjeux de responsabilité sociétale dans ses activités, conformément aux ambitions que s'étaient fixées la Direction du Développement Durable, dans le cadre de la loi de création de Bpifrance.

Le Groupe Bpifrance a défini et validé, avec ses parties prenantes, ses priorités stratégiques en matière de responsabilité sociétale ainsi que sa Charte RSE, et s'est engagé pleinement dans une démarche de progrès dans la prise en compte tant de ses impacts directs, liés à la vie quotidienne de l'entreprise Bpifrance qu'à celle des impacts indirects liés à son activité de soutien aux entreprises.

Une mesure étendue des impacts environnementaux de son fonctionnement interne a ainsi été mise en place, afin d'en améliorer la maîtrise, d'en diminuer les effets, et de sensibiliser l'ensemble de son personnel aux éco gestes.

Par ailleurs, la mise en place d'un dispositif d'évaluation de la responsabilité sociétale des entreprises au-delà de certains seuils de montant, déployée fin 2014 sur les métiers du financement et de l'innovation, constitue une évolution significative dans la prise en compte des impacts de son activité d'accompagnement des entreprises, en matière environnementale, sociale et de gouvernance<sup>1</sup>.

L'engagement de Bpifrance Financement, comme de l'ensemble des sociétés du Groupe Bpifrance, se décline désormais à tous les niveaux : dans sa gouvernance et son organisation, dans l'exercice des métiers, avec notamment l'engagement des équipes pour soutenir les entreprises dans un objectif de croissance durable et d'intégration à leurs écosystèmes, en interne enfin, dans sa gestion des ressources humaines et l'amélioration continue de la gestion des impacts directs de ses activités.

### Une gouvernance responsable

Le Conseil d'administration de Bpifrance Financement s'est réuni à sept reprises en 2014 ; les administrateurs, pour moitié représentants de l'Etat et de la Caisse des dépôts, principaux actionnaires majoritaires indirects, et pour moitié personnalités qualifiées et représentants des salariés, exercent leurs fonctions dans le cadre du règlement intérieur et de la charte d'administrateur qui en constitue partie intégrante. Dix censeurs d'origines et compétences diverses assistent les administrateurs dans leurs travaux, et contribuent à l'enrichissement des débats.

Le président du Conseil d'administration rend compte, dans le rapport d'activité, des conditions de préparation des travaux du Conseil et de la composition des comités placés sous sa responsabilité : le Comité d'audit et des risques, le Comité des Nominations et des Rémunérations, et les Comités « métiers » Financement-Garantie et Innovation.

Les organes de gouvernance des filiales sont convoqués régulièrement, pour délibérer et statuer sur l'ordre du jour communiqué à leurs membres, représentatifs des principaux actionnaires, dont quatre représentants de régions et un représentant de l'ARF pour Bpifrance Régions.

Le dialogue avec les parties prenantes (clients, partenaires, régions d'implantation de Bpifrance et des entreprises, organisations représentatives des entreprises, des salariés et de la société civile) s'exerce prioritairement au sein du Comité National et les Comités Régionaux d'Orientation<sup>2</sup>, qui représentent toutes les parties prenantes du groupe Bpifrance.

Bpifrance Financement, agréé comme établissement de crédit, est assujéti à l'ensemble des dispositions du Code monétaire et financier ainsi que du règlement 97-02 du Comité Consultatif de la Législation et de la Réglementation Financières sur le contrôle interne.

Le dispositif de contrôle interne et de maîtrise des risques recouvre, d'une part, le dispositif de contrôle permanent qui est de la responsabilité des dirigeants, du management, de la Direction du Contrôle

---

<sup>1</sup> Parallèlement, la politique d'investissement responsable déployée depuis 2010 a été poursuivie par Bpifrance Investissement, et un nouvel outil d'analyse « ESG » a été conçu et sera utilisé à partir de 2015

<sup>2</sup> Prévus par l'article 6 de la loi 2012-1559 relative à la création de Bpifrance

Permanent Risques (DCPR), et des Contrôleurs Permanents au sein des directions opérationnelles, et, d'autre part, le dispositif de contrôle périodique, assuré par l'Inspection Générale - Audit (IGA) de Bpifrance.

Les collaborateurs, qui exercent leur activité au sein du groupe Bpifrance Financement –dénommé ci-après par convention Bpifrance Financement –, sont fortement sensibilisés aux risques par :

- la charte de déontologie, qui rappelle et définit les règles applicables en matière de confidentialité et secret professionnel, d'intégrité, de loyauté et professionnalisme, et de conflits d'intérêts ; chaque membre du personnel a été invité à prendre connaissance de ses dispositions et à s'engager à exercer ses activités en s'y conformant strictement.
- la formation à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, réalisée en e-learning par 596 collaborateurs en 2014 ;
- les interventions des directions du Contrôle Interne dans des sessions de formation ;
- un dispositif de délégations de décision structuré, par filières et niveau de risques, et des outils d'aide à la décision.

### La responsabilité sociétale de Bpifrance Financement dans ses métiers

Les métiers du Groupe Bpifrance, et particulièrement de Bpifrance Financement, sont organisés et structurés pour répondre aux attentes des entreprises et des éco systèmes dans lesquelles elles évoluent, et pour leur ouvrir toutes les opportunités de croissance.

Bpifrance offre un continuum de financement et d'accompagnement à chaque étape clé du développement de l'entreprise, une capacité d'intervention démultipliée par sa politique d'intervention systématique en partenariat avec les acteurs publics ou privés du financement des entreprises, et par son implantation au cœur des écosystèmes dans lesquels elles évoluent.

L'organisation, particulièrement de Bpifrance Financement, est décentralisée, structurée autour de 42 implantations régionales implantées sur l'ensemble du territoire et les départements d'outre mer ; les entreprises disposent ainsi d'un interlocuteur de proximité sur l'ensemble des métiers, à même de répondre aux besoins de tous les stades de leur développement et de leur apporter une réponse rapide. Un dispositif de larges délégations des pouvoirs de décision permet par exemple, que plus de 90 % des décisions de Bpifrance Financement soient prises en région. La mise en œuvre rapide de ces décisions repose sur des équipes décentralisées, et sur une volonté permanente de simplification des processus ; le projet « amélioration continue » initié en début d'année implique progressivement, dans cet objectif, l'ensemble du personnel et de l'organisation.

Bpifrance Financement joue ainsi pleinement son rôle dans les objectifs de financement d'une croissance durable des entreprises : au 31 décembre 2014, près de 95 000 entreprises ont bénéficié d'une intervention, en augmentation de 6% par rapport à 2013, pour un montant de risques pris de près de 20 Md€, en croissance de 16%, principalement sur les besoins d'accompagnement à l'innovation et le préfinancement du CICE<sup>3</sup>.

Cette implication sans faille, l'organisation et le modèle économique de Bpifrance Financement ont un impact positif sur les effectifs, la croissance du chiffre d'affaires et la pérennité des entreprises soutenues, ce qui contribue au renforcement économique des territoires et à la cohésion sociale<sup>4</sup>.

Pour aider les entreprises performantes à croître, Bpifrance a créé et anime la communauté Bpifrance Excellence, forte de près de 1900 membres actifs, dont près de 400 nouveaux entrants en fin d'année 2014. Vingt cinq événements régionaux ont été organisés, qui leur ont permis de se rencontrer et d'échanger. Vingt cinq formations ont été offertes par Bpifrance Université, en partenariat avec de grandes écoles de commerce ou sous forme d'ateliers, et ont bénéficié à 275 chefs d'entreprise de cette communauté.

A l'issue d'une de ces sessions, et pour la première fois, des clients accompagnés par Bpifrance Financement se sont engagés dans un programme de formation-action collective de dirigeants

---

<sup>3</sup> Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi

<sup>4</sup> Etude 2014 d'évaluation des actions de Bpifrance

d'entreprise, initié en 2013, pour qu'ils conçoivent et mettent en œuvre leurs propres stratégies et plans d'action de développement responsable.

Au-delà de l'animation de cette communauté, et des sondages opérés auprès d'elle<sup>5</sup>, les équipes de Bpifrance Financement se mobilisent pour rencontrer les entreprises. Elles se sont ainsi particulièrement investies dans l'organisation des rencontres 2014, qui ont mobilisé 11 500 entrepreneurs, dont l'ensemble de la communauté Bpifrance Excellence, dans 33 villes de juin 2014 à février 2015. Ces rencontres ont constitué des moments d'échanges très denses avec les entrepreneurs au plus près de leurs implantations, et en toute simplicité, et leur ont permis de découvrir les capacités d'intervention du Groupe Bpifrance.

Bpifrance Financement entend jouer son rôle en matière de sensibilisation des entreprises aux opportunités offertes par l'identification et la prise en compte des enjeux de responsabilité sociétale. Le déploiement, en décembre 2014, d'un dispositif d'évaluation obligatoire de la RSE dans les dossiers de financement et d'accompagnement de l'innovation, au-delà de certains seuils, élaboré de manière collaborative avec les opérationnels du réseau, s'inscrit dans cette stratégie et constitue une démarche innovante propre à Bpifrance Financement.

L'évaluation de responsabilité sociétale réalisée sur ces dossiers porte en dix questions sur les enjeux environnementaux, sociaux, sociétaux et de bonne gouvernance de l'entreprise.

Les risques extra-financiers identifiés permettent de détecter des sources de compétitivité inexploitées, tels que, par exemple, la réduction des coûts énergétiques ou de gestion des déchets, la refonte de process ou de circuits logistiques, la mobilisation et l'implication des salariés, par une meilleure gestion des compétences et des formations adaptées, ou des conditions de santé et de sécurité au travail améliorées.

Cette analyse complète l'attention portée par Bpifrance Financement au respect de la législation en vigueur, dans le cadre de ses financements, afin de s'assurer notamment de la prise en compte des enjeux de santé et de sécurité des consommateurs. Les évaluations RSE ainsi réalisées seront analysées périodiquement, dans le double objectif d'identifier et partager les résultats de cette approche complémentaire, puis de renforcer l'accompagnement des entreprises sur les enjeux pertinents, et d'identifier, le cas échéant, les risques éventuels du portefeuille nécessitant la prise de mesures d'adaptation au changement climatique du fait des activités. A ce jour, aucune mesure spécifique n'a été prise.

Enfin, le Groupe Bpifrance est partenaire officiel de la Fédération des femmes administrateurs, et participe activement aux manifestations qui promeuvent et oeuvrent pour soutenir l'entrepreneuriat féminin, telles que le sommet mondial des femmes à Paris en juin 2014, le World Forum Convergence en septembre, le prix de l'entrepreneuriat féminin de la CGPME. Une enquête sur la place respective des hommes et femmes dans les entreprises innovantes a par ailleurs été menée et diffusée sur le LAB Bpifrance.

Acteur significatif de l'accompagnement et du financement des entreprises dans la transition écologique et énergétique tant en direct que par son soutien à des fonds dédiés, Bpifrance a signé la Déclaration Mondiale sur le Changement climatique, et se mobilisera tout au long de l'année 2015 pour promouvoir la lutte contre le changement climatique dans le cadre de la Conférence de Paris en fin d'année.

## La responsabilité sociétale de Bpifrance Financement dans ses pratiques environnementales

Bpifrance mène une politique d'achats responsables (papier éco labellisé, copieurs économes en énergie, flotte de véhicules émetteurs de moins de 150g de CO<sub>2</sub> par kilomètre), et vise à l'amélioration continue de son empreinte environnementale, afin de limiter au maximum ses rejets dans l'air, l'eau et le sol<sup>6</sup>.

---

<sup>5</sup> Trois sur 2014

<sup>6</sup> Mesures détaillées dans le présent paragraphe

Les impacts directs de ses activités sont sans incidence constatée en matière de nuisances sonores, de pollution ou érosion des sols ou de biodiversité. En 2014, aucune provision ou garantie pour risques en matière d'environnement n'a été constituée.

La nouvelle procédure des achats invite les responsables concernés à acheter « responsable » en privilégiant les produits éco conçus, en interrogeant les fournisseurs sur leurs politiques RSE, et en veillant à la transparence des pratiques, sans que pour autant les contrats passés avec les fournisseurs excèdent les dispositions réglementaires en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail, ainsi que de protection de l'environnement. Le recours à la sous-traitance est marginal eu égard à la nature et la localisation des activités, et n'a suscité aucune action spécifique en faveur des droits de l'homme.

La Direction des Moyens Généraux assure la gestion des implantations du siège et du réseau, ainsi que des moyens logistiques de l'ensemble du Groupe Bpifrance depuis la fin de l'année 2013.

Ce pilotage opérationnel, coordonné avec l'ensemble des directions, a permis d'élargir la mesure des impacts environnementaux des activités, qui résultent essentiellement des consommations d'énergie des implantations, de la consommation de papier et des déplacements des collaborateurs, à l'ensemble des composantes du Groupe Bpifrance.

Les travaux d'amélioration de l'immeuble « Le Vaisseau », qui abrite le siège social à Maisons Alfort (94), certifié «NF bâtiment tertiaire en exploitation » en 2013, se sont poursuivis activement durant l'année, avec notamment, la rénovation du système de GTB<sup>7</sup>, l'installation de détecteurs de présence dans les sanitaires et dans les lieux de circulation, le remplacement des réglettes d'éclairage par de nouveaux modèles plus économes, le remplacement de boutons de commande des chasses d'eau par des modèles double touche. Les travaux ont également eu pour objectif d'assurer un environnement de travail sain, avec par exemple le nettoyage des plafonds métalliques, les mesures de débit et de qualité de l'air. Enfin, les 6ème et 7ème étages ont été rénovés aux standards du Groupe Bpifrance après le départ du locataire et avant l'emménagement des personnels.

Parallèlement, deux sites en région ont déménagé et trois autres ont été étendus, chacun d'entre eux étant, dans ce cadre, préalablement aménagé aux standards du groupe.

Des actions de sensibilisation des collaborateurs ont par ailleurs été entreprises dans le courant de l'année, avec notamment, le passage en recto verso d'une part significative du parc de copieurs et la diffusion d'une note de bonnes pratiques de gestion des impressions, la poursuite et l'élargissement de la politique de dématérialisation des relations contractuelles avec les clients et l'intégration de bonnes pratiques dans les décisions d'achat. Enfin, Bpifrance compensera les émissions de CO<sub>2</sub> de la soirée qui a réuni l'ensemble du personnel du groupe Bpifrance mi octobre en soutenant un projet d'installation de production thermique à partir de biomasse.

### Les ressources humaines chez Bpifrance Financement.

Fort d'un capital humain riche en compétences et reconnu pour sa qualité et son engagement, le Groupe Bpifrance s'est attaché en 2014 à renforcer, dans toutes ses composantes, la gestion de ses emplois et compétences et à accompagner la croissance de l'entreprise par une politique de recrutement toujours plus active.

Bpifrance Financement compte ainsi, au 31 décembre 2014, 1 865 collaborateurs, dont 83% de cadres ; cet effectif exerce ses activités en France, et est à plus de 99% en CDI (1 839 à fin 2013).

Les métiers du réseau, regroupent 58 % des collaborateurs sur 42 implantations qui permettent à Bpifrance Financement d'être un partenaire de proximité pour l'ensemble de ses partenaires et un acteur intégré dans le tissu économique local. Bpifrance Financement s'inscrit dans le parfait respect de la réglementation française en matière de droit du travail et des conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail. Aucune action spécifique n'a en conséquence été engagée par Bpifrance Financement en ce qui concerne les droits de l'homme.

---

<sup>7</sup> Gestion Technique du Bâtiment

Quelques éléments et chiffres-clefs retracent la politique de gestion RH en 2014 :

- Une politique de recrutement toujours plus active : Bpifrance Financement a recruté 124 personnes en CDI sur l'année, dont 38% concernent des jeunes de 25 ans ou moins<sup>8</sup>. Dans ce cadre, Bpifrance Financement s'attache à maintenir une relation forte et active avec des écoles et des universités et un véritable partenariat via l'apprentissage (81 au 31 décembre 2014) et les stages, constituant ainsi un vivier de recrutement.
- Au total, les effectifs en CDI ont été à nouveau renouvelés cette année à hauteur de 6,8 %<sup>9</sup>, contribuant à abaisser l'âge moyen des collaborateurs à 44 ans.
- Un taux de turn-over des personnels en CDI<sup>10</sup> qui demeure faible, inférieur à 1%<sup>11</sup>, et qui illustre le niveau d'engagement et de fidélisation des collaborateurs de l'entreprise.
- Dans le cadre de ses programmes de formation, Bpifrance a mis un accent particulier sur le développement des compétences permettant l'accès à la mobilité fonctionnelle comme géographique, mais surtout sur la connaissance mutuelle des métiers du Groupe. En consacrant 4,7 % de la masse salariale à sa politique de formation, Bpifrance Financement a permis à 86 % de ses collaborateurs de bénéficier d'au moins une formation au cours de l'année 2014.
- Cinq nouveaux accords ont été conclus en 2014, dont, notamment, un nouvel accord relatif à l'emploi du personnel en situation de handicap (Bpifrance Financement, mai 2014) qui complète ceux sur l'égalité professionnelle des femmes et des hommes, sur l'intergénérationnel, autant de dispositifs de politique RH en faveur de la diversité. A noter également un nouvel accord d'intéressement incluant des critères environnementaux de consommation de papier et d'énergie et un accord de prorogation des mandats du CHSCT<sup>12</sup>.
- Bpifrance Financement accorde une grande importance à la santé et à la sécurité de ses collaborateurs. Cette préoccupation se traduit dans le faible nombre d'accidents (10 à l'intérieur de l'entreprise contre 8 en 2013), les faibles taux de fréquence et gravité de ceux ayant entraîné un arrêt de travail (1,85 pour le taux de fréquence, 0,04 pour le taux de gravité)<sup>13</sup>, et un nombre moyen de jours d'absence pour maladie<sup>14</sup> toujours bas (3,7 jours). Par ailleurs, comme en 2013, aucune maladie professionnelle n'a été reconnue en 2014 ; le nombre d'accidents survenus à l'extérieur de l'entreprise et déclarés sur la période est quant à lui en augmentation, de 18 en 2013 à 22 en 2014.
- Enfin, le Groupe Bpifrance s'est associé à la consultation « confiance et mixité » menée au sein du groupe Caisse des Dépôts.

## ANNEXES

### ● Note méthodologique

Le périmètre couvert par le présent rapport de responsabilité sociétale est celui des filiales consolidées comptablement en intégration globale par Bpifrance Financement dont les effectifs au 31 décembre 2014 intègrent le personnel de la société SOFIRED, qui a fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine en novembre de cette année.

Les moyens techniques et humains nécessaires au fonctionnement et à l'exercice des activités des filiales concernées sont mis à leur disposition par Bpifrance Financement ; elles ne disposent donc ni de personnel, ni de locaux, ni de matériels ; il convient de noter que Bpifrance Régions est la seule structure sociale dont l'activité se poursuit. Enfin, il est précisé que le siège social est propriété d'AUXI Finance, la SCI « OSEO » détenant quant à elle certaines des implantations régionales du Groupe Bpifrance.

### ● Indicateurs environnementaux

<sup>8</sup> Contre 151 en 2013, dont 43 de moins de 25 ans, soit 28%

<sup>9</sup> Nombre d'embauches en CDI / Effectif en CDI au 31/12/N-1

<sup>10</sup> Nombre de démissions CDI année N / effectif CDI au 31/12/N-1 hors détachés

<sup>11</sup> 0,99% en 2014 contre 1,12% en 2013

<sup>12</sup> Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail

<sup>13</sup> 2013 : taux de fréquence : 0,95 ; taux de gravité : 0,01

<sup>14</sup> Hors longue maladie

## CONSOMMATIONS D'ENERGIE ET EMISSIONS DE CO<sub>2</sub>

Le périmètre des consommations d'énergie et émissions de CO<sub>2</sub> liées aux implantations immobilières et aux déplacements professionnels de Bpifrance Financement a été élargi :

- Pour les implantations immobilières : les consommations et émissions comportent, outre celles du siège social, celles des autres implantations immobilières hors DOM. Pour le siège social, une clé de répartition de 93.5% est appliquée, au prorata de la surface de l'immeuble occupée par le Groupe Bpifrance ; pour les autres implantations, les consommations et émissions sont, par convention interne, affectées en totalité à Bpifrance Financement.
- Pour les émissions de CO<sub>2</sub> des déplacements professionnels, elles comprennent désormais les émissions induites par les déplacements aériens à l'international, toutes compagnies confondues<sup>15</sup>, ainsi que les émissions de CO<sub>2</sub> des déplacements en taxis<sup>16</sup>.

Le périmètre couvert est ainsi plus complet et représentatif des émissions directes.

CONSOMMATIONS D'ENERGIE liées aux implantations immobilières (kWh)			
	2014	2013	Evolution
Consommation facturée d'énergie siège social (Le Vaisseau) <sup>17</sup>	4 139 754	4 838 966	-14 %
Consommation facturée d'énergie AUTRES IMPLANTATIONS	2 939 641	2 989 914	-1,7 %
Consommation facturée d'énergie totale	7 079 395	7 828 880	- 10 %

EMISSION DE CO <sub>2</sub> des implantations immobilières			
	2014	2013	Evolution
Emissions de kg <sub>éq</sub> CO <sub>2</sub> liées à la consommation d'énergie facturée <sup>18</sup> du siège social	386 764	486 864	-21 %
Emissions de kg <sub>éq</sub> CO <sub>2</sub> liées à la consommation d'énergie AUTRES IMPLANTATIONS	229 292	233 213	-1,7 %
Emissions totales de kg <sub>éq</sub> CO <sub>2</sub> liées à la consommation d'énergie	616 056	720 077	-14 %

Emissions de CO <sub>2</sub> des déplacements professionnels (en kg) Bpifrance Financement <sup>19</sup>			
	2014	2013	Evolution
TRAIN	17 463	13 795	26,6%
AERIEN	430 351	201 791	NS
<i>Dont vols nationaux AF KLM</i>	<i>186 274</i>	<i>201 791</i>	<i>-7,7%</i>
<i>Dont autres vols</i>	<i>244 077</i>	<i>NC</i>	
FLOTTE DE VEHICULES	1 331 180	1 323 951	0,5%
TAXIS	5 810	NC	NS
TOTAL	1 784 804	1 539 537	NS

La modification de périmètre mesuré rend les comparaisons entre les exercices 2013 et 2014 difficiles, hormis sur le train, l'aérien sur vols nationaux AF KLM et la flotte de véhicules. L'augmentation significative du train prend notamment en compte un élément exceptionnel lié à la réunion de l'ensemble

<sup>15</sup> A l'exception des déplacements effectués à l'étranger sur des compagnies locales

<sup>16</sup> A l'exception de ceux effectués hors abonnements

<sup>17</sup> Ces données correspondent aux données facturées des consommations d'électricité (kWh) et de gaz (kWh PCS), auxquelles des facteurs d'émissions (source Base Carbone) ont été appliqués. La consommation de fuel, non significative, n'est pas prise en compte dans le calcul

<sup>19</sup> Hors utilisation de véhicules personnels, de location, ou taxis hors abonnements, hors déplacements par train hors SNCF, et hors déplacements effectués à l'étranger non réservés par les moyens généraux.

du personnel du Groupe Bpifrance en octobre. Les autres postes sont en revanche stables, malgré l'augmentation de l'activité<sup>20</sup>.

## CONSOMMATIONS D'EAU

EAU LE VAISSEAU			
	2014	2013	Evolution
Consommation relevée en m <sup>3</sup>	8 782	8 831	-0,6%

La consommation d'eau est mesurée, pour cette année encore, sur le seul siège social, au prorata de la surface occupée et de la répartition entre les sociétés Bpifrance Financement et Investissement. Il doit être noté que la faible diminution de consommation ne traduit pas les effets des mesures prises<sup>21</sup> puisque des travaux de nettoyage des canalisations, cour et terrasses, fortement consommateurs, ont ayant dû être réalisés.

## DECHETS

Déchets			
Type de déchets (en tonnes)	2014	2013	Evolution
Déchets d'activité	166,93	182,37	-8,5%
Déchets de maintenance	0	0	N/A
Déchets travaux	12,79	0	N/A
TOTAL	179,72	182,37	-1,5%

% de valorisation des déchets LE VAISSEAU		
	2014	2013
Matière	50	52
Energétique	50	48

La mesure des déchets émis ne concerne également que le seul siège social, et est restituée, pour Bpifrance Financement, au prorata de la surface occupée et de la répartition.

## PAPIER

Consommation de papier (tonnes) Bpifrance Financement			
	2014	2013	Evolution
Papier de copie et reproduction	124,5	126,81	-1,8 %
Autres (hors enveloppes et papeterie)	2,4	1,8	32,3 %
TOTAL	126,9	128,6	-1,3%

La consommation de papier de copie et de reproduction, mesurée sur le périmètre Bpifrance Financement global –hors DOM- diminue de 1,8 % malgré les augmentations conjuguées de l'effectif et du volume de l'activité. Cette tendance devrait se confirmer dans le temps, du fait de la sensibilisation du personnel à l'utilisation du papier et de l'objectif d'élargissement du périmètre de la dématérialisation des documents contractuels.

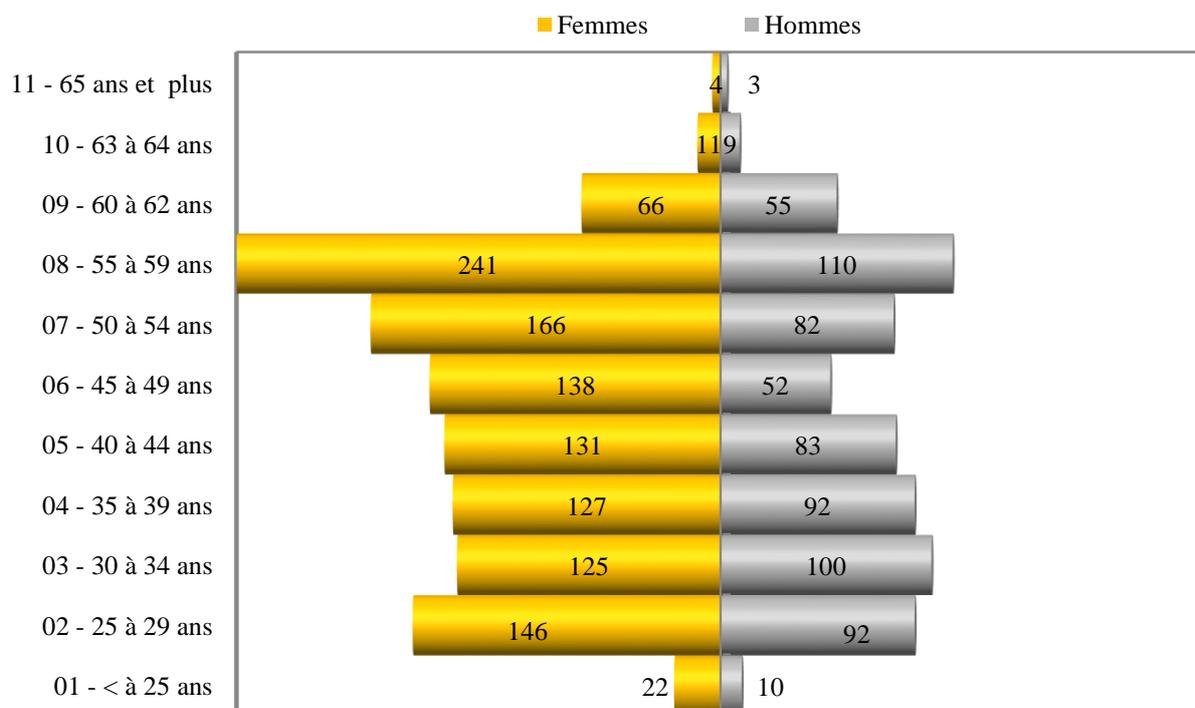
<sup>20</sup> +25% sur les seuls accords de financement court, moyen et long terme

<sup>21</sup> Robinets faible pression, doubles commandes sur toutes les chasses d'eau...

● Indicateurs sociaux

Evolution des effectifs au 31 décembre <sup>22</sup>	2014	2013
Effectif total	1 865	1839
<i>Dont CDI *</i>	1 853	1820
<i>*Dont ETP</i>	1 751	1711
<i>Dont CDI détachés</i>	9	13
<i>Dont femmes</i>	1 177	1157
<i>Dont hommes</i>	688	682
<i>Dont cadres</i>	1 550	1504
<i>% de cadres</i>	83%	81,8%
<i>Dont non cadres</i>	315	335

### Pyramide des âges



Répartition Réseau / Sièges			
2014		2013	
réseau	siège	réseau	Siège
1075	790	1054	785
58%	42 %	57%	43 %

<sup>22</sup> Nombre de CDI, CDD, dont détachés et congés sans solde, à temps plein ou partiel au 31/12/2014\*, hors CFC (congrés de fin de carrière) et stagiaires

Embauches en CDI			
2014		2013	
total	dont <= 25 ans	total	dont <= 25 ans
124	47	114	39

Renouvellement des CDI					
2014			2013		
Effectif CDI 2013	Nombre d'embauches en CDI	Taux de renouvellement des CDI <sup>23</sup>	Effectif CDI 2012	Nombre d'embauches en CDI	Taux de renouvellement des CDI
1 820	124	6,81 %	1790	114	6,37 %

Départs hors détachés					
2014			2013		
Nombre	dont CDI	dont licenciements	Nombre	dont CDI	dont licenciements
99	89	9	85	79	2

Montant des rémunérations <sup>24</sup>		
2014	2013	Evolution
98 540 441	95 425 342	3,26 %

Turn over <sup>25</sup>					
2014			2013		
Démissions CDI	Effectif CDI 2013	Turn over	Démissions CDI	Effectif CDI 2012	Turn over
18	1 820	0,99 %	20	1 790	1,12 %

Organisation du travail		
	2014	2013
Horaire hebdomadaire moyen annualisé	35h	35h
Horaire hebdomadaire théorique	37h30	37h30
Nombre de salariés à horaire variable	379	412
Nombre de salariés au forfait	1 477	1 414
Total CDI - CDD <sup>26</sup>	1 856	1 826
Nombre de salariés à temps partiel <sup>27</sup>	483	521

<sup>23</sup> Nombre d'embauches en CDI en N / Effectif en CDI au 31/12 en N-1

<sup>24</sup> Masse salariale brute sociale de la DADS

<sup>25</sup> Nombre de démissions CDI année N / effectif CDI au 31/12/N-1 hors détachés

<sup>26</sup> Hors détachés et alternants

<sup>27</sup> CDI et CDD

Formation		
	2014	2013
Montant des dépenses	4 668 104	4 638 772
% de la masse salariale	4,74 %	4,86 %
Nombre d'heures de formation	38 505	38 996
Nombre de stagiaires	1 636	1 564
% de l'effectif total <sup>28</sup>	86,03 %	82,32 %

Réunions des instances représentatives du personnel		
	2014	2013
Comité d'entreprise	12	15
Délégués du personnel	12	12
Organisations syndicales et délégués syndicaux	12	26 <sup>29</sup>
Comité d'hygiène et sécurité	10	12

<sup>28</sup> Nombre de collaborateurs ayant bénéficié d'une formation, ramené à l'effectif moyen

<sup>29</sup> Ces nombreuses réunions ont abouti notamment, en 2013, année de la constitution juridique de **Bpifrance**, à la signature de l'accord relatif à la construction sociale du Groupe Bpifrance et à la création d'un Comité de groupe.